



ATELIER DE LANCEMENT OFFICIEL DES ACTIVITES DU PELUM AU BURUNDI ET DE PARTAGE DES INITIATIVES AGROECOLOGIQUES EXISTANTES

RAPPORT D'ATELIER



La Détente, Avenue du Large, quartier Kabondo, Bujumbura, Burundi, Du 29 au 30 Avril 2026

Préparé par

NIYOMWUNGERE Enock, tél: 61 96 55 50

NIYONZIMA Laurent, tél : 69 13 35 87

Référence Administration

RAPPORT N° Réf. : PELUM/.../2026

Participatory Ecological Land Use Management au Burundi (PELUM au Burundi): 15 Boulevard de l'Uprona, Bujumbura, Burundi; BP 2520, Bujumbura; courriel: pelumaurundi@gmail.com; tél.: (+257) 793 136 43 / (+257) 695 211 17 / (+257) 767 358 25; site web: www.pelumburundi.org



TABLE DES MATIÈRES

RESUME	i
ABSTRACT (IA)	ii
I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION	1
II. OBJECTIFS DE L'ATELIER	6
III. METHODOLOGIE DU TRAVAIL	7
IV. PARTICIPANTS	9
V. DEROULEMENT DES ACTIVITES	11
5.1. Cérémonie d'ouverture et lancement officiel des activités	11
5.1.1. Allocution d'ouverture de l'atelier	11
5.1.2. Présentation du Réseau PELUM au Burundi et de sa stratégie	13
5.1.3. Inventaire des recherches, études et initiatives	15
5.1.4. Composts et compostage	18
5.1.5. Expériences terrain OAP, UCODE-AMR et UHACOM	21
5.1.6. Résultats de recherche sur les biopesticides	25
VI. LEÇONS APPRISSES ET ORIENTATIONS STRATÉGIQUES	29
VII. CONCLUSION	34
TABLEAU 1 : Faits saillants de l'atelier	12
TABLEAU 3 : Liste des institutions participantes	10

ABRÉVIATIONS ET ACRONYMES

ACORD : Agency for Cooperation and Research in Development

ACVE : Association pour la Conservation de l'Environnement

ADECA : Association des Démobilisés et des Ex-Combattants pour le Développement

ADID : Association pour le Développement Intégré et Durable

ADIP : Association pour le Développement Intégré des Paysans

ADISCO : Association pour le Développement Intégral et la Solidarité sur les Collines

AGAKURA : Association pour la Promotion de l'Agriculture et de l'Élevage

Participatory Ecological Land Use Management au Burundi (PELUM au Burundi): 15 Boulevard de l'Uprona, Bujumbura, Burundi; BP 2520, Bujumbura; courriel: pelumauburundi@gmail.com; tél.: (+257) 793 136 43 / (+257) 695 211 17 / (+257) 767 358 25; site web: www.pelumburundi.org



PELUM AU BURUNDI

AEIGB : Activateur à base d'Extraits d'Intestins Grêles de Bovins

CNAC : Confédération Nationale des Associations des Caféculteurs du Burundi

CNATHE : Collectif National des Acteurs pour la Transition Agroécologique et l'Environnement

CNOP-Burundi : Concertation Nationale des Organisations Paysannes du Burundi

COCOCA : Consortium des Coopératives des Caféculteurs

FAO : Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture

FBP : Fédération Burundaise des Producteurs

FOPABU : Forum des Organisations des Producteurs Agricoles du Burundi

GPA : Groupe de Plaidoyer Agricole

INADES : Institut Africain pour le Développement Économique et Social

ISABU : Institut des Sciences Agronomiques du Burundi

MDE : Maison de l'Entrepreneur

MINEAGRI : Ministère de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Élevage

OAP : Organisation d'Appui à l'Autopromotion Paysanne

PELUM : Participatory Ecological Land Use Management

PTF : Partenaires Techniques et Financiers

UCODE-AMR : Union des Coopératives pour le Développement – Action pour le Monde Rural

UHACOM : Union Haguruka des Coopératives Multifilières

LISTE DES FIGURES ET TABLEAUX

Figures

Figure 1 : Moments forts de l'atelier

Participatory Ecological Land Use Management au Burundi (PELUM au Burundi): 15 Boulevard de l'Uprona, Bujumbura, Burundi; BP 2520, Bujumbura; courriel: pelumaurundi@gmail.com; tél.: (+257) 793 136 43 / (+257) 695 211 17 / (+257) 767 358 25; site web: www.pelumburundi.org



Figure 2 : Vue générale de la plénière de l'atelier

Figure 3 : Présentation des biofertilisants et amendements du sol

Figure 4 : Expériences terrain en agroécologie

Figure 5 : Résultats de recherche sur les biopesticides

Figure 6 : Panel sur les transitions agroécologiques

Tableaux

Tableau 1 : Faits saillants de l'atelier

Tableau 2 : Répartition des participants

Tableau 3 : Liste des institutions participantes



RESUME

Il s'est tenu à Bujumbura, du mercredi 29 au jeudi 30 avril 2026, un atelier de lancement officiel des activités du PELUM au Burundi et de partage des initiatives agroécologiques existantes. Organisé par le PELUM au Burundi en collaboration avec les organisations membres du GPA, cet atelier visait à renforcer la compréhension commune des initiatives agroécologiques existantes, à favoriser les échanges d'expériences et à poser les bases d'une feuille de route concertée pour la promotion de l'agroécologie au Burundi. L'atelier a réuni des représentants du ministère de l'environnement, Agriculture et Elevage, des organisations de la société civile, des confessions religieuses, des chercheurs, des paysans chercheurs ainsi que des partenaires techniques et financiers.

La cérémonie d'ouverture a été marquée par les allocutions officielles du Représentant Légal du PELUM et du représentant des Partenaires Techniques et Financiers (PTF), suivies d'une présentation du PELUM et de sa stratégie par le Secrétaire Exécutif. Une communication de fond sur la compilation des recherches, études et initiatives agroécologiques existantes au Burundi a été présentée par Cyrille Hicintuka, donnant lieu à des échanges nourris.

Les travaux de la première journée se sont poursuivis par des travaux en panels thématiques (recherches, études, initiatives et politiques publiques) visant à identifier d'autres expériences agroécologiques existantes dans le pays. Des panels ont ensuite porté sur les biofertilisants et amendements du sol, avec une communication de Kaboneka Salvator (Université du Burundi) sur les résultats de recherche, suivie de cas de succès présentés par Nahimana Charles, Sirabahenda Georges, Odette, Niyibimpa Béatrice et Nathalia, paysans chercheurs. La journée s'est achevée par la lecture des principales recommandations.

La deuxième journée a été consacrée aux biopesticides et aux transitions agroécologiques. Les résultats de recherches sur les biopesticides ont été présentés par le panel composé de Privat Ndayihanzamaso, tandis que des cas pratiques ont été partagés par Emerusenge Emery, ainsi que les paysans chercheurs dont Jacqueline, Placide et Benjamin.

Le dernier panel de haut niveau a ensuite examiné la faisabilité de la transition agroécologique au Burundi, abordant les dimensions techniques, sociales, économiques, politiques et de genre. Les communications ont été assurées par Ndoricimpa Reine (transition technique), Bukobero Libère (mouvements sociaux et consommation locale), Déo Niyonkuru (politiques publiques) et Alice Harushimana (inclusion du genre).

L'atelier s'est clôturé par la validation participative de recommandations clés, suivies de la clôture officielle des travaux par le Représentant Légal du PELUM.



ABSTRACT (IA)

An official workshop for the launch of PELUM au Burundi activities and the sharing of existing agroecological initiatives was held in Bujumbura from Wednesday 29 to Thursday 30 April 2026. Organized by PELUM au Burundi in collaboration with GPA member organizations, the workshop aimed to strengthen a common understanding of existing agroecological initiatives, promote the exchange of experiences, and lay the foundations for a joint roadmap for the promotion of agroecology in Burundi. It brought together representatives from the Ministry of Environment, Agriculture and Livestock, civil society organizations, religious denominations, researchers, farmer-researchers, as well as technical and financial partners.

The opening ceremony featured official speeches by the Legal Representative of PELUM and the representative of Technical and Financial Partners (TFPs), followed by a presentation of PELUM and its strategy by the Executive Secretary. A substantive presentation on the compilation of research, studies, and existing agroecological initiatives in Burundi was delivered by Cyrille Hicintuka, leading to rich discussions.

The first day continued with thematic group work (research, studies, initiatives, and public policies) aimed at identifying additional existing agroecological experiences in the country. Technical presentations then focused on biofertilizers and soil amendments, with a presentation by Kaboneka Salvator (University of Burundi) on research results, followed by success stories shared by farmer-researchers including Nahimana Charles, Sirabahenda Georges, Odette, Niyibimpa Béatrice, and Nathalia. The day ended with the reading of key recommendations.

The second day was dedicated to biopesticides and agroecological transitions. Research results on biopesticides were presented by Privat Ndayihanzamaso, while practical cases were shared by Emerusenge Emery, Jacqueline, Placide Mugwi, and Benjamin.

A high-level panel then examined the feasibility of agroecological transitions in Burundi, addressing technical, social, economic, political, and gender dimensions. Presentations were delivered by Ndikumana Audace (technical transition), Bukobero Libère (social movements and local consumption), Sibomana Adrien (markets), Déo Niyonkuru (public policies), and Alice Harushimana (gender inclusion).

The workshop concluded with the participatory validation of key recommendations, followed by the official closing ceremony led by the Legal Representative of PELUM.



I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

La croissance démographique rapide, la pression accrue sur les ressources naturelles et les effets de plus en plus marqués du changement climatique constituent aujourd'hui des défis majeurs pour les systèmes agricoles des pays en développement, particulièrement en Afrique subsaharienne. Au Burundi, pays à forte densité démographique et à vocation essentiellement agricole, ces défis se traduisent par une dégradation progressive des terres cultivables, une baisse continue de la fertilité des sols, une érosion accentuée et une faible maîtrise des techniques culturales durables. Cette situation entraîne une diminution des rendements agricoles, qui deviennent insuffisants pour assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages (Baboy et al., 2015).

Plusieurs auteurs soulignent que tout modèle de développement non contrôlé comporte des risques de dommages irréversibles pour l'équilibre écologique et pour la survie des espèces humaines, animales et végétales (Godart, 1994). La préservation des ressources naturelles, de la santé humaine et animale est ainsi devenue une préoccupation centrale pour les États et leurs partenaires au développement (Ki, 2009). Dans ce contexte, l'adoption de modèles agricoles respectueux de l'environnement et socialement équitables apparaît comme une condition indispensable à la réalisation des objectifs du développement durable.

L'augmentation de la demande mondiale en aliments sûrs, sains et nutritifs, combinée à la croissance démographique et à l'aggravation des effets du changement climatique, remet profondément en question les systèmes agricoles et alimentaires dominants. Malgré les promesses de la révolution verte, axée sur l'augmentation rapide des rendements agricoles, les limites de ce modèle sont aujourd'hui largement documentées. La dépendance accrue des agriculteurs aux intrants chimiques, aux semences brevetées et aux marchés extérieurs, ainsi que les impacts négatifs sur la biodiversité, la qualité des sols, l'environnement et la santé humaine, compromettent la durabilité à long terme de l'agriculture industrielle (Wezel & Soldat, 2009 ; Foley et al., 2005).

Face à ces constats, l'agroécologie s'impose progressivement comme une alternative crédible et durable aux systèmes agricoles conventionnels. Elle repose sur l'utilisation des fonctions écologiques des écosystèmes, la valorisation des ressources locales, la réduction des impacts environnementaux négatifs et le renforcement de l'autonomie des producteurs (Blaimont, 2013 ; FAO, 2014). En intégrant des dimensions agronomiques, économiques, sociales, environnementales et sanitaires, l'agroécologie contribue non seulement à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, mais aussi à la résilience des communautés rurales face aux chocs climatiques et économiques (Trabelsi, 2017 ; ADG, 2016).

C'est dans cette dynamique que s'inscrit le Participatory Ecological Land Use Management au Burundi (PELUM au Burundi), un réseau d'Associations Sans But Lucratif issu de l'initiative du Groupe de Plaidoyer Agricole (GPA). Le PELUM au Burundi œuvre pour la promotion de la gestion écologique des terres à travers le renforcement des capacités de ses membres, la mise en réseau des acteurs, la recherche et l'innovation, ainsi que le plaidoyer politique en faveur de l'agroécologie.

Cependant, malgré l'existence de nombreuses initiatives, études et expériences agroécologiques au Burundi, le secteur fait face à plusieurs défis majeurs. Il s'agit notamment de la faible disponibilité et accessibilité des informations et des données de base sur l'agroécologie, de la faible connexion entre la recherche et les communautés de base, ainsi que du manque de coordination entre les différents acteurs. Les intervenants ont souvent tendance à travailler de manière isolée, avec un risque

Participatory Ecological Land Use Management au Burundi (PELUM au Burundi): 15 Boulevard de l'Uprona, Bujumbura, Burundi; BP 2520, Bujumbura; courriel: pelumaurundi@gmail.com; tél.: (+257) 793 136 43 / (+257) 695 211 17 / (+257) 767 358 25; site web: www.pelumburundi.org



PELUM AU BURUNDI

élevé de duplication des efforts et de sous-valorisation des résultats existants. Par ailleurs, il existe peu de plateformes nationales permettant de centraliser, partager et capitaliser les connaissances et innovations agroécologiques, ce qui limite leur mise à l'échelle et leur impact sur les politiques publiques.

Dans le cadre de sa stratégie, et avec l'appui financier de Broederlijk Delen et CNCD 11.11.11, le PELUM au Burundi, en synergie avec le GPA, a commandité un travail de compilation des recherches, études et initiatives agroécologiques existantes au Burundi. Ce recueil constitue un outil stratégique pour le plaidoyer, la capitalisation des expériences, l'orientation des politiques publiques et le renforcement des synergies entre acteurs.

C'est dans ce contexte qu'est envisagé l'atelier de lancement officiel des activités du PELUM au Burundi et de partage des initiatives agroécologiques existantes. Cet atelier vise, d'une part, à présenter et enrichir le recueil des initiatives agroécologiques, et d'autre part, à informer et mobiliser les parties prenantes sur l'état des lieux de l'agroécologie au Burundi. Il constituera un cadre d'échange, de concertation et de consolidation du mouvement agroécologique national.

L'atelier, prévu à Bujumbura du 29 au 30 avril 2026, a réuni environ 80 participants, comprenant des paysans chercheurs, des organisations de la société civile, des partenaires techniques et financiers, des services techniques de l'Etat, des universités, des médias et d'autres acteurs clés. Il a contribué à renforcer la visibilité de l'agroécologie, à favoriser la cohérence des actions, à promouvoir la mise en réseau des acteurs et à améliorer la capacité collective d'influencer les politiques publiques en faveur d'un cadre légal et institutionnel propice au développement de l'agroécologie au Burundi.



PELUM AU BURUNDI



Figure 1 : Photo des autorités ayant pris part à l'atelier

De gauche à droite (au premier plan) :

NIZIGIYIMANA Chadrac (ISABU, Chercheur), NDUWIMANA Rénilde (MINEAGRI/DVFRD, Conseillère), NGWEBU Jean Claude (MINEAGRI, Conseiller) et NDAYISENGA Jean Marie (MINEAGRI, Conseiller).



PELUM AU BURUNDI



Figure 2 : Retour en images sur les temps forts de l'atelier

Participatory Ecological Land Use Management au Burundi (PELUM au Burundi): 15 Boulevard de l'Uprona, Bujumbura, Burundi; BP 2520, Bujumbura; courriel: pelumauburundi@gmail.com; tél.: (+257) 793 136 43 / (+257) 695 211 17 / (+257) 767 358 25; site web: www.pelumburundi.org



PELUM AU BURUNDI

Tableau 1 : PRESENTATION DES FAITS SAILLANTS DE L'ATELIER

N°	Chronologies des activités
01	<p>Cérémonie d'ouverture et lancement officiel des activités : L'atelier a été ouvert officiellement le 29 avril 2026 par le représentant du PELUM au Burundi, en présence des participants issus des institutions publiques, des organisations de la société civile, des partenaires techniques et financiers ainsi que des paysans-chercheurs. Les allocutions ont permis de rappeler le contexte de création de PELUM au Burundi, ses objectifs et les résultats attendus de l'atelier, notamment la validation de l'inventaire des initiatives agroécologiques et le lancement officiel des activités du réseau.</p>
02	<p>Présentation du réseau PELUM au Burundi et de sa stratégie : Le Secrétaire Exécutif a présenté la vision, la mission et les axes stratégiques du réseau, centrés sur la promotion de l'agroécologie, la gestion durable des ressources naturelles et le renforcement des capacités des acteurs. Les échanges ont également mis en lumière l'historique du réseau issu du GPA, son ancrage régional ainsi que les conditions d'adhésion et les dynamiques de partenariat.</p>
03	<p>Présentation de l'inventaire des recherches, études et initiatives agroécologiques : Le consultant a présenté les résultats provisoires de la compilation des initiatives agroécologiques au Burundi. Les discussions ont porté sur la diversité des expériences existantes, les lacunes de coordination, ainsi que la nécessité de structurer une base de données nationale pour améliorer la capitalisation et la mise à l'échelle des innovations.</p>
04	<p>Communications techniques sur les biofertilisants et la gestion de la fertilité des sols : Des experts et praticiens, notamment de l'OAP et de l'UCODE-AMR, ont partagé des expériences sur le compostage, les amendements organiques et la dolomie. OAP a présenté les innovations en compostage rapide (activateurs AEIGB), tandis que UCODE AMR a illustré l'impact de la dolomie sur la correction des sols acides et l'amélioration des rendements agricoles.</p>
05	<p>Présentation sur les biopesticides et alternatives écologiques : Une communication scientifique a mis en évidence les résultats de recherche sur les biopesticides, leurs catégories (extraits végétaux, micro-organismes, phéromones) et leur importance dans la réduction des risques liés aux pesticides chimiques. Les forces, faiblesses et perspectives de développement au Burundi ont été discutées, notamment la nécessité de renforcer l'homologation et la diffusion à grande échelle.</p>
06	<p>Analyse de la transition agroécologiques au Burundi au niveau politique et technique : Cette étape a porté sur les transitions agroécologiques au Burundi, analysées sous les angles technique, social, économique et politique, y compris les questions de marchés, de politiques publiques et d'inclusion du genre. Elle a permis d'examiner les conditions de mise à l'échelle de l'agroécologie, les défis structurels et les opportunités de transformation des systèmes agricoles vers plus de durabilité.</p>
07	<p>Leçons apprises, recommandations et clôture de l'atelier : Les participants ont formulé des orientations stratégiques pour le développement de l'agroécologie au Burundi, incluant le renforcement de la recherche, la structuration des marchés agroécologiques, la régulation des innovations et la promotion des systèmes alimentaires durables. L'atelier s'est clôturé par la validation participative des recommandations et la clôture officielle des travaux.</p>



II. OBJECTIFS DE L'ATELIER

L'atelier constituait une étape clé du processus de consultation et de capitalisation des connaissances en agroécologie au Burundi et avait pour objectifs de :

- 2.1. Présenter et compléter les résultats de l'inventaire des recherches, études et initiatives existantes dans le domaine de l'agroécologie au Burundi, afin de consolider une situation de référence fiable ;
- 2.2. Rassembler et valider, avec l'ensemble des parties prenantes, les informations, données et documents que le consultant n'a pas pu collecter durant la phase d'étude, en vue d'enrichir la base de données nationale ;
- 2.3. Identifier les lacunes, les contraintes et les opportunités en matière de recherches, d'études et d'initiatives existantes, afin de déterminer les besoins prioritaires de renforcement des connaissances ;
- 2.4. Faciliter un espace d'échange et de concertation entre les chercheurs, les organisations de la société civile, les partenaires techniques et financiers, ainsi que les acteurs communautaires, pour partager les expériences et bonnes pratiques en agroécologie ;
- 2.5. Définir, par consensus des participants, les initiatives, recherches et études à renforcer, à approfondir ou à mettre à l'échelle, en tenant compte de leur pertinence pour le plaidoyer et le renforcement des capacités ;
- 2.6. Formuler des recommandations concertées servant d'outil stratégique pour orienter les actions futures, soutenir le plaidoyer et améliorer la prise de décision en faveur du développement et de la promotion de l'agroécologie au Burundi.

III. METHODOLOGIE DU TRAVAIL

Les activités de l'atelier se sont déroulées selon une approche participative et inclusive, favorisant l'interaction et la complémentarité entre les différents acteurs impliqués dans la promotion de l'agroécologie au Burundi. La méthodologie adoptée reposait sur la mobilisation de trois catégories clés d'acteurs, à savoir : les chercheurs, les accompagnateurs (organisations d'appui, ONG, services techniques) et les paysans-chercheurs, reconnus comme détenteurs de savoirs endogènes et acteurs centraux de l'innovation agroécologique.

Dans une première étape, les résultats de l'étude préalable ont permis d'identifier et de prioriser les principales thématiques liées à l'agroécologie, portant notamment sur l'utilisation des biofertilisants, des biopesticides, des amendements du sol, y compris les composts et les dolomies, ainsi que sur les transitions agroécologiques sous l'angle technique, tout en intégrant des dimensions transversales essentielles telles que les mouvements sociaux et la promotion de la consommation locale, les marchés agroécologiques, les politiques publiques et l'inclusion du genre.

Dans une deuxième étape, une série de panels thématiques a été organisée. Pour chaque thématique retenue, les échanges se sont déroulés de manière séquentielle et complémentaire, permettant la participation successive des chercheurs, des accompagnateurs et des paysans-chercheurs. Cette approche a favorisé le croisement des savoirs scientifiques, techniques et endogènes, ainsi que le partage d'expériences, de bonnes pratiques et de résultats de recherches et d'initiatives existantes.

Les discussions ont été animées par une équipe de modérateurs, chargée de faciliter les échanges, d'assurer l'équilibre de la parole entre les participants et d'orienter les débats vers l'atteinte des objectifs de l'atelier. Parallèlement, une équipe de



PELUM AU BURUNDI

rapportage a été mise en place pour documenter l'ensemble des contributions, capitaliser les informations recueillies et produire le rapport final de l'atelier.

Enfin, des séances d'échange et de synthèse en plénière ont permis de synthétiser les résultats, d'identifier les principales lacunes, opportunités et priorités et d'initiatives agroécologiques, et de formuler des recommandations concertées, servant de base pour le plaidoyer, le renforcement des capacités et la mise à l'échelle des initiatives pertinentes.

IV. PARTICIPANTS

L'atelier a réuni un ensemble diversifié de parties prenantes impliquées dans la promotion et le développement de l'agroécologie au Burundi. Il a principalement ciblé les organisations de la société civile, les institutions de recherche, les organisations paysannes, ainsi que les partenaires techniques et financiers œuvrant dans les domaines de l'agroécologie, de la gestion durable des ressources naturelles, du changement climatique, du genre et du développement rural.

Ont pris part aux travaux de l'atelier les organisations partenaires de PELUM au Burundi, les institutions nationales de recherche et de formation, les services techniques de l'Etat intervenant notamment dans les secteurs de l'agriculture, de l'environnement, du développement rural et de la recherche scientifique, ainsi que les représentants des projets et programmes soutenant les initiatives agroécologiques.

Les paysans-chercheurs, les leaders communautaires et les praticiens de terrain ont également participé activement aux échanges, contribuant par leurs expériences et savoirs endogènes.

L'atelier a également enregistré la participation de chercheurs nationaux, d'experts indépendants et de représentants d'organisations non gouvernementales, dont l'apport a permis d'enrichir les discussions sur les transitions agroécologiques, les politiques publiques, les marchés agroécologiques, la consommation locale et l'inclusion du genre.

Cette diversité des profils a favorisé une approche inclusive et multipartite, propice au dialogue, au partage de connaissances et à la co-construction de recommandations concertées.

La répartition des participants par catégorie et par institution est présentée dans un tableau récapitulatif, tandis que la liste nominative et les contacts des participants sont consignés en annexe du présent rapport.



PELUM AU BURUNDI



Figure 3. Vue générale de la Plénière de l'Atelier lors de la présentation et l'analyse des recherches, études et initiatives existantes en matière d'agroécologie au Burundi par de Cyrille HICINTUKA.



PELUM AU BURUNDI

Tableau 3. Liste des institutions contactées pour la réalisation de l'inventaire des initiatives existantes en Agroécologie

N°	Sigle / Nom	Dénomination complète	Catégorie
1	ACORD	Agency for Cooperation and Research in Development (Agence de Coopération et de Recherche pour le Développement)	Membre PELUM ; Paysans-chercheurs
2	ACVE	Association pour la Conservation de l'Environnement	Membre PELUM
3	ADECA	Association des Démobilisés et des Ex-Combattants pour le Développement	Membre GPA
4	ADID	Association pour le Développement Intégré et Durable	Membre PELUM
5	ADIP	Association pour le Développement Intégré des Paysans	Membre PELUM ; Paysans-chercheurs
6	ADISCO	Association pour le Développement Intégral et la Solidarité sur les Collines	Membre PELUM ; Paysans-chercheurs
7	AGAKURA	Association pour la Promotion de l'Agriculture et de l'Élevage	Membre PELUM
8	ActionAid Burundi	ONG internationale de lutte contre la pauvreté	Partenaire technique et financier
9	Caritas Burundi	Organisation caritative de l'Église catholique au Burundi	Partenaire technique et financier
10	Caritas International Belgique	ONG belge d'aide humanitaire et de développement	Partenaire technique et financier
11	CJTÉBU	Collectif des Jeunes pour la Transition Écologique au Burundi	Membre PELUM
12	CNAC	Confédération Nationale des Associations des Caféculteurs du Burundi (Murima w'Isangi)	Membre GPA
13	CNATHE	Collectif National des Acteurs pour la Transition Agroécologique et l'Environnement	Membre PELUM
14	CNOP-Burundi	Concertation Nationale des Organisations Paysannes du Burundi	Membre GPA
15	COCOCA	Consortium des Coopératives des Caféculteurs	Membre GPA



PELUM AU BURUNDI

16	Concern Worldwide	ONG humanitaire international	Partenaire technique et financier
17	Ejo Youth Empowerment	Organisation de Promotion et d'Autonomisation des Jeunes pour le Développement Durable	Membre PELUM
18	Enabel	Agence belge de coopération internationale	Partenaire technique et financier
19	FAO	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture	Partenaire technique et financier
20	FBP	Fédération Burundaise des Producteurs et protections des eaux aquatiques	Membre PELUM
21	FOPABU	Forum des Organisations des Producteurs Agricoles du Burundi	Membre GPA
22	Greening Burundi	Organisation d'accompagnement des jeunes dans le domaine de l'environnement	-
23	INADES-Formation Burundi	Institut Africain pour le Développement Économique et Social – Formation Burundi	Membre PELUM ; Paysans-chercheurs
24	ISABU	Institut des Sciences Agronomiques du Burundi	Institution de recherche
25	Join For Water	ONG belge spécialisée dans la gestion durable de l'eau	Partenaire technique et financier
26	Louvain Coopération	ONG universitaire de coopération au développement	Partenaire technique et financier
27	MDE	La Maison de l'Entrepreneur	Organisation d'accompagnement des jeunes
28	MINEAGRI	Ministère de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Élevage	Institution publique
29	OAP	Organisation d'Appui à l'Autopromotion	Membre PELUM ; Paysans-chercheurs
30	UCODE AMR	Union des Coopératives pour le Développement – Action pour le Monde Rural	Membre PELUM ; Paysans-chercheurs



PELUM AU BURUNDI

31	UHACOM	Union Haguruka des Coopératives Multifilières	Membre GPA ; Paysans-chercheurs
32	World Vision	ONG internationale humanitaire et de développement	Partenaire technique et financier
33	CAPAD	Confédération des Associations des Producteurs Agricoles	Organisation paysanne
34	Concern worldwide	Agence irlandaise d'aide et d'appui humanitaire	Partenaire technique et financier
35	Slow Food Burundi	Réseau des associations spécialisés sur les semences paysannes	Partenaire Technique

V. DEROULEMENT DES ACTIVITES

Les activités de l'atelier de lancement officiel des activités du PELUM au Burundi et de partage des initiatives agro écologiques existantes ont connu quatre grandes étapes, à savoir :

1. L'atelier a débuté par la cérémonie d'ouverture, marquée par l'accueil des participants, le discours du Représentant Légal, le mot du Partenaire Technique et Financier ainsi que la présentation du PELUM et de sa stratégie. Cette étape a permis de poser le cadre général, les objectifs et les attentes de l'atelier.
2. La deuxième étape a porté sur la présentation et l'analyse des recherches, études et initiatives existantes en matière d'agroécologie au Burundi. Elle a été enrichie par des échanges en plénière et des travaux en groupes visant à identifier et compléter les initiatives, recherches et politiques déjà en place.
3. La troisième étape a été consacrée aux communications techniques sur le lien entre l'agroécologie, la santé et la productivité des sols. Les participants ont examiné les résultats de recherches et des expériences de terrain sur les biofertilisants, les amendements du sol et les biopesticides, à travers des contributions de chercheurs, d'organisations partenaires et de paysans chercheurs.
4. La quatrième et dernière étape a porté sur les transitions agroécologiques au Burundi, analysées sous les angles technique, social, économique et politique, y compris les questions de marchés, de politiques publiques et d'inclusion du genre. Cette phase s'est conclue par l'élaboration d'une feuille de route, la formulation de recommandations et la clôture officielle de l'atelier.

5.1. CÉRÉMONIE D'OUVERTURE ET LANCEMENT OFFICIEL DES ACTIVITÉS

5.1.1. Allocution d'ouverture de l'atelier

La cérémonie d'ouverture de l'atelier de lancement officiel des activités du **PELUM au Burundi** et de partage des initiatives sur l'agroécologie s'est tenue le **29 avril 2026**. Elle a été marquée par l'allocution du représentant du PELUM au Burundi, qui a souhaité la bienvenue aux participants et remercié l'ensemble des institutions, organisations membres et partenaires pour leur engagement en faveur de la promotion de l'agroécologie.

Participatory Ecological Land Use Management au Burundi (PELUM au Burundi): 15 Boulevard de l'Uprona, Bujumbura, Burundi; BP 2520, Bujumbura; courriel: pelumaurundi@gmail.com; tél.: (+257) 793 136 43 / (+257) 695 211 17 / (+257) 767 358 25; site web: www.pelumburundi.org



PELUM AU BURUNDI

Dans son intervention, il a rappelé que le PELUM au Burundi est une plateforme regroupant des organisations œuvrant dans la promotion des pratiques agroécologiques et que, bien que la plateforme ait été agréée en juin 2024, cet atelier constitue le lancement officiel de ses activités.

L'allocution a également présenté les objectifs de l'atelier, à savoir le lancement officiel des activités du PELUM au Burundi et le partage des résultats de l'inventaire des recherches, études et initiatives existantes en matière d'agroécologie au Burundi. Il a été souligné que cet inventaire contribuera à la mise en place d'une base de données de référence, destinée à améliorer l'accessibilité aux informations, à réduire les duplications d'initiatives et à favoriser une utilisation plus efficiente des ressources pour la mise à l'échelle des actions agroécologiques.

Par ailleurs, les résultats attendus de l'atelier ont été rappelés, notamment le partage concerté des résultats de l'étude avec les parties prenantes, la disponibilité d'une base de données sur les recherches et initiatives agroécologiques, ainsi que la mise à disposition d'un recueil des études en formats physique et électronique au bureau du PELUM au Burundi.

L'orateur a invité les participants à une participation active aux travaux afin d'enrichir le document de compilation, avant d'adresser ses remerciements au Gouvernement du Burundi, aux partenaires techniques et financiers, aux organisations contributrices et au consultant ayant réalisé l'étude.

La cérémonie d'ouverture s'est clôturée par la déclaration officielle de l'ouverture des travaux de l'atelier de lancement des activités du PELUM au Burundi et de partage des initiatives en matière d'agroécologie.



PELUM AU BURUNDI



Figure 4 : Allocutions d'ouverture prononcées par le Président du PELUM Burundi et le Représentant des Partenaires Techniques et Financiers.

De gauche à droite : Amb, MBONERANE Albert ; Vice-Président du PELUM, NIGEZE Joseph ; Président du PELUM et NSABIMANA Désiré ; Enabel/Expert TAE



PELUM AU BURUNDI

A la suite de la cérémonie d'ouverture, une présentation du Réseau PELUM au Burundi et de sa stratégie a été faite par



Figure 5: Présentation du Réseau PELUM au Burundi et de sa stratégie par Christophe Bigirimana, Secrétaire Exécutif du Pelum au Burundi

Monsieur Christophe Bigirimana, Secrétaire Exécutif du réseau.

Dans sa présentation, l'orateur a rappelé que le PELUM au Burundi est un réseau d'Associations Sans But Lucratif (ASBL) légalement agréé, ayant pour vocation la promotion de l'agroécologie sous toutes ses dimensions, notamment la gestion durable des terres, la biodiversité, l'eau, les

aspects sociaux ainsi que l'économie sociale et solidaire. Le réseau a été agréé par l'ordonnance ministérielle n°530/931 du 25 juin 2024.

Le PELUM au Burundi compte actuellement 13 organisations membres et collabore avec des membres stratégiques, notamment les organisations du Groupe de Plaidoyer Agricole. Il est également membre du réseau PELUM régional, présent dans 14 pays africains et regroupant environ 350 organisations actives dans le domaine de l'agroécologie.

La vision du réseau est celle de communautés utilisant durablement leurs ressources naturelles, tandis que sa mission vise à améliorer l'efficacité des acteurs engagés dans l'agroécologie et la gestion participative des terres, à travers le renforcement des capacités, la mise en réseau de la recherche et de l'innovation, ainsi que la promotion de pratiques écologiques auprès des communautés agricoles. Son objectif global est de contribuer à la transition agroécologique, à la résilience et à l'adaptation des communautés face au changement climatique, tout en favorisant la recherche, l'apprentissage, l'innovation et l'inclusion sociale.

La motivation de la mise en place du réseau repose notamment sur la dégradation continue des ressources naturelles, la faible disponibilité et accessibilité des données de base en agroécologie, la faible connexion entre la recherche et les communautés, la dispersion des initiatives et les risques de duplication, ainsi que la nécessité de renforcer le plaidoyer en faveur des petits exploitants agricoles.

Sur le plan historique, il a été rappelé que le réseau est issu du Groupe de Plaidoyer Agricole (GPA) créé en 2010, qui a conduit plusieurs campagnes de plaidoyer ayant contribué à l'influence de politiques publiques, notamment la loi sur les coopératives et certains programmes nationaux. Le processus ayant conduit à la création du PELUM au Burundi a inclus des concertations nationales entre 2020 et 2023, l'élaboration d'une charte sur l'agroécologie en 2022, des échanges avec le PELUM régional, la tenue de l'Assemblée Générale constitutive en juin 2023 et l'agrément officiel en juin 2024.

Participatory Ecological Land Use Management au Burundi (PELUM au Burundi): 15 Boulevard de l'Uprona, Bujumbura, Burundi; BP 2520, Bujumbura; courriel: pelumaurundi@gmail.com; tél.: (+257) 793 136 43 / (+257) 695 211 17 / (+257) 767 358 25; site web: www.pelumburundi.org



PELUM AU BURUNDI

La stratégie du réseau s'articule autour de quatre axes principaux :

1. Le renforcement des capacités et la mise en réseau des acteurs ;
2. La contribution à l'amélioration du cadre légal et des politiques publiques favorables à l'agroécologie ;
3. La promotion de la transition agroécologique et de la résilience face au changement climatique ;
4. La promotion de l'inclusion sociale.

Enfin, les conditions d'adhésion au réseau ont été présentées, portant notamment sur le statut légal, l'engagement en faveur de l'agroécologie, la bonne gouvernance, la transparence, l'expérience terrain, la participation active aux activités du réseau et le paiement des frais d'adhésion et des cotisations annuelles. Quelques actions phares récemment menées par le PELUM au Burundi, tant au niveau national que régional, ont également été mises en évidence pour illustrer le dynamisme du réseau.

5.1.3. INVENTAIRE DES RECHERCHES, ETUDES ET INITIATIVES EN MATIERE D'AGROECOLOGIE AU BURUNDI

La session a été marquée par Monsieur Cyrille Hicintuka, consultant chargé de la mission, qui a exposé le rapport provisoire de l'inventaire. Dans son intervention, il a d'abord mis en évidence les principaux défis auxquels l'agriculture burundaise est confrontée, notamment la forte pression démographique, la dégradation continue des sols, l'érosion, la baisse des rendements agricoles et les limites du modèle agricole conventionnel fortement dépendant des intrants chimiques. Il a insisté sur le fait que l'agroécologie apparaît aujourd'hui comme une alternative crédible et durable pour répondre à ces défis tout en améliorant la sécurité alimentaire, la santé humaine et la résilience des exploitations agricoles.

Le présentateur a ensuite rappelé les objectifs de la consultation, à savoir l'établissement d'une ligne de base des recherches, études et initiatives agroécologiques existantes au Burundi, l'amélioration de l'accessibilité des données pour un usage stratégique et harmonisé, ainsi que la constitution d'un recueil de référence, disponible en version physique et électronique, destiné au PELUM au Burundi et à ses partenaires. Les résultats attendus ont été présentés, notamment la mise en place d'une base de données structurée, l'organisation d'un atelier de partage multipartite et la capitalisation des connaissances produites.



Figure 6. Présentation et l'analyse des recherches, études et initiatives existantes en matière d'agroécologie au Burundi par de Cyrille HICINTUKA.

La méthodologie adoptée pour la réalisation de l'inventaire a été détaillée. Elle s'est articulée autour de trois phases complémentaires : une revue documentaire approfondie et l'identification des institutions et personnes ressources, des enquêtes et visites de terrain auprès des acteurs clés de la recherche et du développement, ainsi que le traitement, l'analyse et la synthèse des données collectées ayant conduit à la rédaction du rapport provisoire. L'approche participative et inclusive de la mission a été mise en avant.

Participatory Ecological Land Use Management au Burundi (PELUM au Burundi): 15 Boulevard de l'Uprona, Bujumbura, Burundi; BP 2520, Bujumbura; courriel: pelumauburundi@gmail.com; tél.: (+257) 793 136 43 / (+257) 695 211 17 / (+257) 767 358 25; site web: www.pelumburundi.org



PELUM AU BURUNDI

La présentation a également porté sur les principaux résultats de l'inventaire, illustrant la diversité et la richesse des travaux réalisés en agroécologie au Burundi. Ceux-ci couvrent notamment *la restauration des paysages et la gestion durable de la fertilité des sols, la protection écologique des cultures, la valorisation des fertilisants organiques, la conservation de l'eau et des sols, la promotion des semences paysannes, ainsi que les analyses socio-économiques des pratiques agroécologiques. Les perspectives de recherche, de vulgarisation et de mise à l'échelle ont également été abordées.*

La séance s'est poursuivie par des échanges interactifs avec les participants. Ces derniers ont salué la qualité du travail réalisé et ont formulé des observations et recommandations visant à renforcer la diffusion des résultats, la coordination entre acteurs, ainsi que l'intégration des acquis de la recherche agroécologique dans les politiques et programmes de développement agricole.

5.1.4. COMPOSTS ET COMPOSTAGE – PRINCIPES, AVANTAGES ET LIMITATIONS

L'atelier s'est poursuivi par une communication scientifique consacrée aux composts et au compostage, animée par le Professeur Salvator Kaboneka (PhD), enseignant-chercheur à la Université du Burundi, Faculté d'Agronomie et de Bio-



Figure 7 : Présentation et analyse des recherches sur les composts et le compostage (principes, avantages et limites), par KABONEKA Salvator.

Ingénierie (FABI/FACAGRO). Cette présentation visait à renforcer la compréhension des principes scientifiques du compostage, à mettre en évidence les avantages agronomiques de la matière organique et à analyser ses limites dans le contexte des sols burundais, en particulier ceux des hautes terres et plateaux.

Dans son exposé, le Professeur Kaboneka a d'abord présenté les travaux scientifiques menés au Burundi sur les composts et la gestion de la matière organique, impliquant plusieurs institutions nationales et partenaires académiques et techniques.

Ces recherches portent notamment sur la cinétique de décomposition des résidus végétaux en sols acides, la valeur fertilisante directe et résiduelle des co-composts, les interactions entre engrais minéraux et matière organique, ainsi que la valorisation agricole des déchets organiques d'origine végétale et animale.

Ces travaux démontrent le rôle central du compost dans l'amélioration durable de la fertilité des sols.



PELUM AU BURUNDI

Le présentateur a ensuite rappelé les principes et lois fondamentales qui régissent la fertilité des sols et le compostage, notamment la loi de la restitution et du recyclage des nutriments, la loi du minimum, la loi des rendements décroissants de Mitscherlich et la loi de conservation de la matière de Lavoisier. Ces principes ont été illustrés par des exemples concrets et des proverbes locaux, facilitant l'appropriation des concepts par les participants.

Une large partie de la présentation a été consacrée à la matière organique du sol, décrite comme un élément clé du complexe argilo-humique. Le Professeur Kaboneka a détaillé ses multiples fonctions : amélioration de la structure, de la porosité, de l'aération et de la perméabilité du sol ; augmentation de la capacité de rétention en eau et des nutriments ; régulation du pH et du pouvoir tampon du sol ; accroissement de la capacité d'échange cationique ; stimulation de l'activité biologique et microbienne ; amélioration de l'efficacité des engrais minéraux et contribution à la décontamination des sols par la complexation et la séquestration des métaux lourds. Il a également souligné le rôle de la matière organique dans la pédogenèse et l'adaptation des sols aux changements climatiques.

La présentation a mis en évidence les conséquences chimiques, physiques et biologiques de l'acidité des sols, fréquente au Burundi : déficiences nutritionnelles, toxicités liées à l'aluminium, au manganèse et au fer, faible valorisation des engrais, pertes par lessivage, dégradation de la structure du sol, stress hydrique, faible activité microbienne et baisse généralisée de la productivité agricole et zootechnique.

En conclusion, le Professeur Kaboneka a présenté la stratégie intégrée et durable de gestion des sols des hautes terres et plateaux du Burundi, reposant sur la correction de l'acidité (notamment par la dolomie), l'apport régulier de matière organique (fumier et compost), l'utilisation raisonnée de fertilisants minéraux et organo-minéraux, l'adoption de variétés améliorées, de techniques culturales appropriées et l'intégration d'analyses économiques. Les participants ont salué la richesse scientifique de la présentation et sa pertinence pour orienter les politiques, la recherche et les pratiques agroécologiques au Burundi.

5.1.5. PRESENTATION DES EXPERIENCES TERRAIN DE L'OAP, DE L'UCODE-AMR ET DE L'UHACOM

L'atelier s'est poursuivi avec une série de présentations techniques portant sur le lien entre l'agroécologie, la santé et la productivité des sols, ainsi que sur des expériences pratiques de gestion durable de la fertilité des sols.

La première présentation a été assurée par Sindayikengera Georges, Ir. MSc, Responsable de l'axe *Promotion de la Production Durable et Développement Économique Local* à l'OAP. Son intervention a mis en évidence le rôle central de l'agroécologie dans l'amélioration durable de la santé des sols, en soulignant que la gestion de la fertilité repose prioritairement sur les apports organiques. Il a expliqué que, contrairement à certains engrais de synthèse susceptibles d'acidifier les sols à long terme, le compost nourrit la vie microbienne et contribue à la restauration de la fertilité naturelle.

La présentation a insisté sur le compostage comme pilier fondamental de la santé des sols, en mettant en avant ses effets biologiques, physiques et hydriques. Sur le plan biologique, le compost réactive la vie du sol par l'apport de micro-organismes bénéfiques et de matière organique favorisant la biodiversité souterraine. Sur le plan physique, il améliore la structure du sol en facilitant l'agrégation, en allégeant les sols argileux et en améliorant la cohésion des sols sableux, réduisant ainsi l'érosion et améliorant l'aération. En matière de gestion de l'eau, un sol enrichi en humus retient mieux l'humidité, ce qui renforce la résilience des cultures face aux périodes de sécheresse.



PELUM AU BURUNDI

Un cas de succès relatif à la promotion du compostage rapide a été présenté, basé sur l'utilisation d'activateurs biologiques, notamment l'activateur à base d'extraits d'intestins grêles de bovin (AEIGB) et celui à base de vinaigre. Les principales étapes de fabrication de l'activateur AEIGB, à partir d'ingrédients localement disponibles, ont été expliquées, ainsi que son utilisation et sa conservation. Il a été souligné que cette innovation a été diffusée auprès d'environ cent ménages dans la commune d'Isare, contribuant à l'amélioration des pratiques de compostage. La présentation s'est conclue par le message clé selon lequel il ne peut y avoir d'agroécologie sans compostage, celui-ci constituant le cœur des systèmes agroécologiques.

La seconde présentation a porté sur l'expérience de l'UCODE-AMR dans l'utilisation de la dolomie pour la correction de l'acidité des sols. Elle a été présentée par Charles Nahimana, Directeur de l'UCODE-AMR. L'intervention a mis en évidence les résultats d'un projet pilote relatif au dosage de la dolomie.

Les doses recommandées ont été présentées en fonction des niveaux de pH des sols, ainsi que les superficies couvertes par sac. Des conseils pratiques pour une application efficace de la dolomie ont été partagés, notamment sur le moment d'application, de préférence un mois avant le semis, les modalités d'épandage uniforme et l'enfouissement dans la zone racinaire, à une profondeur de 15 à 25 cm. Il a été souligné que le respect de ces pratiques conditionne l'efficacité de la dolomie et limite les risques de chocs pour les plantes et les micro-organismes du sol.

Enfin, les résultats obtenus ont montré une amélioration progressive du pH des sols dans les zones d'intervention ainsi qu'une augmentation significative des rendements des cultures lorsque la dolomie est appliquée conformément aux doses recommandées, confirmant ainsi son importance dans la gestion des sols acides.

La présentation intégrée s'est poursuivie avec l'expérience de l'UHACOM, exposée par EMERUSENGE Emery, Directeur des Programmes. Depuis 2019, l'UHACOM met en œuvre plusieurs projets (PAFOP, PRAGRECOL, APTES et PADIP) visant la promotion des pratiques agroécologiques, notamment les biopesticides, avec pour objectif de réduire, voire supprimer, l'utilisation des pesticides et engrais chimiques dont l'usage abusif affecte négativement la biodiversité, la santé humaine et les sols.

Les principales réalisations de l'UHACOM comprennent l'élaboration d'un manuel des pratiques agroécologiques dans la région des Grands Lacs, la conduite de recherches-actions sur les biopesticides pouvant se substituer aux pesticides chimiques dans la culture de la tomate, la multiplication des semences de plantes à biopesticides, ainsi que l'organisation de champs d'échange d'expériences ouverts à d'autres organisations.

Cette expérience a mis en évidence des résultats probants sur les plans économique, social et agronomique, notamment la réduction des coûts de production, le développement d'activités génératrices de revenus, la réduction des risques sanitaires, la valorisation des savoirs locaux, la diversification des cultures, l'amélioration de la santé des cultures et la production d'aliments sains.

L'ensemble de ces expériences a démontré la complémentarité des approches de l'OAP, de l'UCODE-AMR et de l'UHACOM dans la promotion d'une agriculture durable, résiliente et respectueuse de l'environnement.



PELUM AU BURUNDI



Figure 8: Présentation des expériences terrains

De gauche à droite : Sindayikengera Georges (Ir., MSc/OAP), Charles Nahimana, Directeur de l'UCODE-AMR, et Emerusenge Emery, Directeur des Programmes/UHACOM.

5.1.6. QUELQUES RESULTATS DE RECHERCHE, AINSI QUE LES FORCES ET LES FAIBLESSES LIEES A L'UTILISATION DES BIOPESTICIDES



Figure 9: Présentation de résultats de recherche sur les biopesticides (forces et faiblesses), par Privat Ndayihanzamaso.

Concernant les biopesticides, une présentation a été faite par Privat Ndayihanzamaso, portant sur quelques résultats de recherche, ainsi que sur les forces et les faiblesses liées à leur utilisation dans le contexte de l'agroécologie.

L'intervenant a d'abord rappelé que les biopesticides sont des produits phytopharmaceutiques dérivés de matériaux naturels, tels que les plantes, les micro-organismes, les animaux ou les minéraux, utilisés pour lutter contre les organismes nuisibles.

Il a souligné que ces alternatives écologiques agissent de manière ciblée, notamment à travers des micro-organismes comme *Bacillus thuringiensis* ou des extraits végétaux tels que l'azadirachtine issue du neem, tout en présentant une toxicité généralement plus faible que les pesticides de synthèse.

Participatory Ecological Land Use Management au Burundi (PELUM au Burundi): 15 Boulevard de l'Uprona, Bujumbura, Burundi; BP 2520, Bujumbura; courriel: pelumaurundi@gmail.com; tél.: (+257) 793 136 43 / (+257) 695 211 17 / (+257) 767 358 25; site web: www.pelumburundi.org



PELUM AU BURUNDI

La présentation a mis en évidence les principales catégories de biopesticides, à savoir les produits à base d'extraits de plantes, ceux contenant des micro-organismes, les phéromones, ainsi que d'autres produits d'origine minérale tels que le cuivre, la latérite ou le calcaire. L'intérêt croissant pour les biopesticides a été expliqué par leur contribution à la protection de l'environnement et de la santé humaine, leur efficacité ciblée permettant une meilleure gestion des résistances, ainsi que leur rôle central dans la promotion d'une agriculture durable.

Abordant le contexte burundais, l'intervenant a relevé plusieurs défis liés à l'usage des pesticides conventionnels, notamment le non-respect des doses recommandées, des intervalles de traitement et des prescriptions d'utilisation, l'application de produits inappropriés, ainsi que les risques d'élimination des ennemis naturels des ravageurs. Ces pratiques engendrent des risques élevés pour la santé humaine, une pollution environnementale réelle et des problèmes liés au dépassement des limites maximales de résidus, d'où la nécessité de promouvoir des méthodes alternatives.

La situation des biopesticides au Burundi a été comparée à celle d'autres pays de la Communauté d'Afrique de l'Est, tels que le Kenya et l'Ouganda, considérés comme plus avancés dans ce domaine. Il a été signalé qu'au Burundi, un seul biopesticide à base de *Bacillus thuringiensis* est actuellement disponible, commercialisé sous différentes dénominations, et principalement utilisé pour la gestion des chenilles des lépidoptères sur le maïs.

Des innovations en matière de protection des cultures visant la réduction des risques liés aux pesticides ont également été présentées, notamment l'utilisation de *Bacillus thuringiensis*, de l'Emamectin benzoate, ainsi que des extraits de plantes à effet insecticide. Il a été souligné que ces solutions sont efficaces aussi bien en agriculture intensive qu'en systèmes de production intégrée, et particulièrement adaptées aux petites exploitations lorsqu'elles reposent sur des ressources locales telles que le neem.

En matière de gestion des ravageurs des denrées stockées, l'utilisation de matières inertes telles que le kaolin, la latérite et le calcaire a été présentée comme une option efficace et peu risquée.

Enfin, la présentation a mis en lumière les forces existantes, notamment l'engagement de certaines organisations, la volonté manifeste du Gouvernement et des producteurs de réduire les risques liés aux pesticides, ainsi que l'intérêt croissant pour les biopesticides. Toutefois, plusieurs faiblesses subsistent, dont la portée encore limitée des initiatives, l'insuffisance d'options à grande échelle, la nécessité d'élargir les solutions à d'autres catégories d'organismes nuisibles, le besoin d'appui à l'homologation des biopesticides industriels et la faible valorisation économique des produits biologiques et agroécologiques.



PELUM AU BURUNDI

5.1.7. Analyse des transitions agroécologiques au Burundi

Dans le cadre des échanges, un panel de haut niveau consacré à la faisabilité des transitions agroécologiques au Burundi a permis de croiser des perspectives complémentaires, couvrant les dimensions sociales, économiques, politiques et de genre, à travers les interventions des panelistes suivants.

Reine Ndoricipa a centré son intervention sur les enjeux strictement techniques de la transition agroécologique, en soulignant l'importance d'une harmonisation des pratiques à l'échelle nationale. Elle a insisté sur la nécessité de définir des référentiels communs de pratiques agroécologiques, afin d'éviter la dispersion des approches et les interprétations contradictoires sur le terrain. Elle a également mis en avant le rôle de la formation, de l'accompagnement technique des producteurs et du partage des connaissances entre acteurs (chercheurs, services techniques, organisations paysannes) pour garantir une adoption cohérente, progressive et durable des pratiques agroécologiques

Libère Bukobero a axé son intervention sur le rôle déterminant des mouvements sociaux et des citoyens dans la transition agroécologique au Burundi, en mettant l'accent sur la promotion de la consommation locale. Il a souligné l'importance de développer des circuits courts de commercialisation reliant directement les zones rurales de production aux centres urbains de consommation, afin de renforcer les liens villes–campagnes, d'assurer des débouchés stables aux producteurs agroécologiques et d'améliorer leurs revenus. Il a également insisté sur la sensibilisation des consommateurs urbains à la qualité, à la traçabilité et aux bénéfices environnementaux et sanitaires des produits locaux, faisant de l'agroécologie un véritable projet de société.

Déogratias Niyonkuru a centré sa communication sur le rôle des politiques publiques dans l'institutionnalisation de l'agroécologie. Il a appelé à l'intégration explicite de l'agroécologie dans les politiques, stratégies et programmes nationaux de développement, tout en insistant sur la nécessité d'opérationnaliser le PANAF-B à travers une mise en œuvre effective, un suivi rigoureux et une évaluation systématique. Il a également recommandé la subvention des intrants biologiques, tels que les biopesticides, les biofertilisants et les semences locales, et l'élaboration d'une stratégie nationale de l'agroécologie assortie d'un mécanisme de financement durable mobilisant le budget national, les partenaires techniques et financiers ainsi que le secteur privé.

Alice Harushimana a mis en lumière l'importance cruciale de l'inclusion du genre dans la transition agroécologique. Elle a rappelé le rôle central des femmes dans les systèmes agricoles et alimentaires, tout en soulignant les inégalités persistantes en matière d'accès à la terre, aux ressources productives, aux marchés et aux instances de décision. Elle a plaidé pour une intégration systématique de la dimension genre dans l'ensemble des initiatives, programmes et politiques liés à l'agroécologie, afin de garantir une transition équitable, inclusive et socialement juste, favorisant l'autonomisation économique et sociale des femmes.

Le panel a été clôturé par NDUWIMANA Rénilde, Conseillère au MINEAGRI / DVFRD, qui a synthétisé les échanges en rappelant que l'agroécologie ne constitue pas uniquement une alternative technique, mais bien un projet de société partagé, nécessitant l'engagement concerté de l'Etat, des organisations de la société civile, du secteur privé, des communautés locales, afin d'assurer une transition durable, inclusive et adaptée aux réalités du Burundi.

Participatory Ecological Land Use Management au Burundi (PELUM au Burundi): 15 Boulevard de l'Uprona, Bujumbura, Burundi; BP 2520, Bujumbura; courriel: pelumauburundi@gmail.com; tél.: (+257) 793 136 43 / (+257) 695 211 17 / (+257) 767 358 25; site web: www.pelumburundi.org



PELUM AU BURUNDI



Figure 10 : Panel d'analyse des transitions agroécologiques au Burundi
De gauche à droite : NDUWIMANA Rénilde (Conseillère, MINEAGRI / DVFRD), Alice Harushimana (Directrice d'ACORD Burundi), Reine Ndoricimpa (DP, INADES-Formation Burundi), Déogratias Niyonkuru (Conseiller stratégique en développement) et Libère Bukobero (Secrétaire Général d'ADISCO).



PELUM AU BURUNDI

VI. LEÇONS APPRISSES ET ORIENTATIONS STRATEGIQUES

A l'issue de cet atelier, plusieurs leçons ont été tirées et des orientations stratégiques ont été dégagées afin de renforcer la promotion, la structuration et la mise à l'échelle de l'agroécologie au Burundi. Il ressort notamment que :

- ✓ La mise en place de recherches agroécologiques coordonnées à l'échelle nationale constitue un levier essentiel pour améliorer la cohérence, la qualité et la visibilité des connaissances produites, à travers la définition de priorités communes, l'harmonisation des protocoles de recherche et la promotion de publications scientifiques de qualité ;
- ✓ Le renforcement de la collaboration entre institutions de recherche, organisations de la société civile et producteurs, ainsi que la mutualisation des ressources financières, techniques et humaines, sont indispensables pour conduire des recherches de grande envergure et accroître leur impact sur les systèmes de production agricole ;
- ✓ La création d'un organe national de régulation des pratiques et innovations agroécologiques apparaît nécessaire afin de garantir la crédibilité scientifique, la reconnaissance institutionnelle et la diffusion encadrée des innovations issues de la recherche et des savoirs paysans ;
- ✓ La mise en place d'une commission d'homologation des biopesticides et biofertilisants est essentielle pour assurer la qualité, l'efficacité et la sécurité de ces intrants, tout en facilitant leur reconnaissance officielle et leur mise sur le marché ;
- ✓ L'approfondissement et l'extension des recherches sur les biopesticides, notamment ceux à base de bactéries, virus et champignons, ainsi que sur leurs matières actives, constituent une priorité pour réduire la dépendance aux intrants chimiques et renforcer la durabilité des systèmes agricoles ;
- ✓ La mise en place d'un comité d'harmonisation et de capitalisation des pratiques agroécologiques permettrait de standardiser les référentiels techniques, de consolider les expériences existantes et de favoriser une appropriation cohérente des innovations par les acteurs ;
- ✓ La reconnaissance et la protection des droits de propriété intellectuelle liés aux innovations agroécologiques, y compris les savoirs endogènes, sont nécessaires pour encourager l'innovation, valoriser les initiatives locales et sécuriser les acquis des producteurs et chercheurs ;
- ✓ La vulgarisation des fiches techniques des pratiques agroécologiques réussies constitue un outil clé pour faciliter le transfert de connaissances, renforcer les capacités des producteurs et accélérer l'adoption des bonnes pratiques ;
- ✓ L'évaluation de la rentabilité économique des innovations agroécologiques et le renforcement de leurs mécanismes de diffusion permettent de démontrer leur viabilité économique et d'encourager leur adoption à grande échelle ;
- ✓ L'organisation d'espaces permanents de dialogue, de suivi et d'échange sur les pratiques agroécologiques favorise l'apprentissage collectif, l'amélioration continue et l'adaptation aux contextes locaux ;
- ✓ La structuration et le développement d'un marché dédié aux produits agroécologiques, ainsi que la promotion des circuits courts et du consommateur local, constituent des leviers majeurs pour améliorer les revenus des producteurs et renforcer l'acceptabilité sociale des produits ;
- ✓ La professionnalisation de certains producteurs de biopesticides est nécessaire pour garantir la qualité des produits, assurer leur disponibilité et créer des pôles de référence pour appuyer d'autres acteurs ;
- ✓ Le renforcement des liens entre recherche, innovation, marché et politiques publiques apparaît comme une condition essentielle pour assurer une transition agroécologique durable, inclusive et économiquement viable ;



PELUM AU BURUNDI

- ✓ L'élaboration d'une stratégie nationale de l'agroécologie, assortie d'un mécanisme de financement durable combinant budget national, partenaires techniques et financiers et secteur privé, est indispensable pour garantir la cohérence, la pérennité et la mise à l'échelle des interventions ;
- ✓ La définition d'un slogan national fédérateur pour l'agroécologie constitue un levier important de sensibilisation, de mobilisation et d'adhésion des acteurs ;
- ✓ L'adoption de l'approche des systèmes alimentaires durables est nécessaire pour renforcer les liens entre production, transformation, commercialisation, consommation et nutrition, en vue d'une transformation globale et cohérente des systèmes alimentaires ;
- ✓ La mise à l'échelle des pratiques agroécologiques existantes, à travers leur diffusion, leur adaptation locale et leur adoption par un plus grand nombre de producteurs, est une priorité stratégique ;
- ✓ La digitalisation de la valorisation des pratiques et produits biologiques permet d'améliorer leur visibilité, leur traçabilité et leur accès aux marchés ;
- ✓ Le développement de partenariats avec les médias est essentiel pour renforcer l'information, la sensibilisation et la mobilisation du public autour de l'agroécologie ;
- ✓ L'intégration systématique de la dimension genre dans toutes les initiatives, programmes et politiques liés à l'agroécologie est indispensable pour garantir l'équité, l'inclusion et la participation effective de tous les acteurs.

Ces orientations appellent à une approche intégrée, participative et fondée sur des évidences scientifiques, impliquant l'ensemble des parties prenantes du secteur agroécologique.

VII. CONCLUSION

L'atelier PELUM a constitué une étape clé dans la réflexion collective sur la promotion de l'agroécologie au Burundi, en mettant un accent particulier sur les biofertilisants, les biopesticides et les transitions agroécologiques. Il a permis de réunir chercheurs, organisations partenaires, paysans chercheurs et autres acteurs afin de partager les résultats de recherches, les expériences de terrain et les initiatives existantes.

Les échanges et travaux réalisés au cours de cet atelier ont mis en évidence la nécessité de renforcer la coordination nationale de la recherche agroécologique, d'améliorer les mécanismes de régulation et d'harmonisation des pratiques, et de consolider les synergies entre recherche scientifique et savoirs locaux. L'atelier a également permis de dégager des orientations concrètes pour soutenir les transitions agroécologiques, tant sur le plan technique qu'institutionnel et politique.

En définitive, les résultats de cet atelier constituent une base solide pour orienter les actions futures du PELUM et de ses partenaires, en vue de promouvoir des systèmes agricoles plus durables, résilients et respectueux de l'environnement, au bénéfice des producteurs et des communautés rurales du Burundi.



ANNEXES

Annexe 1 : Programme détaillé de l'atelier

Annexe 2 : Liste de présence des participants

Annexe 3 : Présentation du Réseau PELUM au Burundi et de sa stratégie

Annexe 4 : Présentation et l'analyse des recherches, études et initiatives existantes en matière d'agroécologie au Burundi

Annexe 5 : Présentation et analyse des recherches sur les composts et le compostage (principes, avantages et limites)

Annexe 6 : Présentations des expériences terrains

Annexe 7 : Présentation de résultats de recherche sur les biopesticides (forces et faiblesses),